

M. Stéphane Coppey  
Commissaire enquêteur

Objet : réponses apportées au commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête publique menée pour la Déclaration d'Intérêt Général : programme 2018-2022 de travaux sur le Merlançon et ses affluents, le Merlançon de Roquefort sur Aubagne

Monsieur le Commissaire,

En date du 26 juillet 2018, vous nous avez remis le procès-verbal de synthèse des observations écrites et verbales formulées par le public dans le cadre de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Intérêt Général du programme pluriannuel de travaux d'entretien et de restauration à réaliser sur le Merlançon et ses affluents, ainsi que sur la partie aubagnaise du Merlançon de Roquefort-La-Bédoule.

De nombreuses remarques ont été faites lors des permanences ainsi que lors de la réunion publique du 27 juin 2018 en Mairie de La Destrousse et nous souhaitons apporter des éléments sur les différents points évoqués.

Ce document permet de répondre aux questions propres à la DIG et ce qu'elle apporte, et également à mettre en perspective cette démarche avec les autres démarches engagées et à engager sur ce territoire en vue de protéger les biens et les personnes contre les inondations et en lien avec les conséquences de l'urbanisation, l'imperméabilisation.

À noter l'importance de bien distinguer les travaux d'entretien « courants » (objet de la présente enquête publique) des travaux hydrauliques ayant vocation à améliorer le fonctionnement. Le SIBVH est maître d'ouvrage de travaux hydrauliques sur l'Huveaune. Les travaux hydrauliques et leur maîtrise d'ouvrage sur le sous-bassin du Merlançon sont en cours d'identification (PAPI), la démarche de DIG constituant le premier maillon de la gestion globale à l'échelle du bassin versant, en contribuant à la collecte de données sur les enjeux, problématiques et fonctionnement de ce territoire, à travers le diagnostic présent dans le dossier DIG..

## TRAVAUX ENTRETIEN – DIG

La DIG permet une gestion à l'échelle cohérente du bassin versant ou du cours d'eau pour l'entretien. Certains travaux d'entretien des cours d'eau ou de renaturation de berge sont souvent coûteux et demandent une certaine technique, s'inscrivant dans une logique et cohérence amont-aval, ce qui entraîne une complexité pour le propriétaire riverain à réaliser lui-même ces interventions. Ainsi le SIBVH propose d'accompagner les propriétaires riverains et/ou de s'y substituer pour la réalisation de ces opérations.

Dans ce cadre clairement défini d'intérêt général, l'intervention du SIBVH permet alors de contribuer à :

- assurer le bon écoulement des eaux
- protéger biens et personnes
- une solidarité amont / aval – politique d'action publique
- la lutte contre la pollution – autoépuration
- Etc.

Concernant la prise en charge des travaux, le SIBVH applique une politique interventionniste, dans le sens où il assure une présence terrain assidue. Le technicien de rivière va à la rencontre du riverain et le confronte à ses droits et ses devoirs (droits et devoirs du riverain). Lorsque le motif d'intérêt général est clairement établi, le SIBVH prend à sa charge les travaux, à l'appui d'une convention avec le riverain définissant les modalités consensuelles d'intervention et les actions d'entretien résiduel restant à la charge du riverain. La prise en charge financière est justifiée notamment par le coût peu accessible pour le riverain ainsi que la technicité. Rappelons que le SIBVH perçoit des financements à ce jour à hauteur de 80% par l'Agence de l'Eau, la Région et le département 13 pour mettre en œuvre des programmes d'entretien dans le cadre des DIG, et ceci afin de travailler conformément aux politiques nationales « milieux aquatiques », politique que le SIBVH est chargé de mettre en œuvre sur le bassin de l'Huveaune via le Contrat de Rivière.

La politique du Syndicat est d'apporter un appui technique et financier aux riverains particuliers et de faire faire les travaux aux entreprises ou structures importantes. Le Syndicat reste dans ces cas-là force de proposition, accompagne et conseille les travaux à réaliser en favorisant les techniques végétales. L'implication du syndicat en fonction des cas rencontrés est définie au regard de l'expertise de terrain du technicien de rivière.

La réglementation actuelle implique l'entretien par les propriétaires riverains avec la possibilité pour la collectivité de se substituer au « riverain défaillant » dans le cadre de l'intérêt général, base d'intervention du Syndicat. Avant tout, le SIBVH rappelle au riverain ses responsabilités. Il a à ce titre rédigé le guide du riverain, qu'il ne manque pas de joindre à tout échange. Il n'intervient pas systématiquement. Cf. <https://www.syndicat-huveaune.fr/je-suis-riverain/>

Ainsi le programme indiqué dans le dossier DIG ne sera pas réalisé de façon systématique par le SIBVH. La planification est faite en fonction des enjeux et de l'urgence et la dépense est priorisée sur les secteurs d'intérêt général.

D'un point de vue technique le SIBVH tient à signaler que les méthodes de génie végétal sont mises en avant du fait de leurs nombreuses fonctions (tenue de berge, habitat écologique, etc.) mais que les techniques mixtes ou de génie civil sont utilisées de manière adaptée aux enjeux.

En ce qui concerne l'entretien de la végétation, le programme de travaux planifie les actions, en lien avec les enjeux et fonctionnement du territoire déterminés lors du diagnostic du dossier DIG



mais la planification de l'intervention peut être axée sur les périodes différentes ou répondant à des besoins exprimés lors de l'Enquête Publique (période d'élagage notamment).

Enfin, le programme global constitué à l'appui du dossier DIG constitue pour le SIBVH un outil de sensibilisation des riverains, qu'ils soient publiques et privés et de lien entre communes et riverains.

Les actions menées dans le cadre de la DIG sont reconnues dans le Contrat de Rivière unanimement signé par les institutions comme la base incontournable à la politique globale « GEMAPI », qui se décline en diverses démarches sur le bassin versant (voir chapitre URBANISATION – AUTRES DEMARCHES ENGAGEES EN LIEN AVEC L'ACTION DIG ENTRETIEN).

### VINCI AUTOROUTES (ESCOTA) - ETAT

Un certain nombre de dysfonctionnements hydrauliques ont été formalisés dans les remarques des riverains émises lors de l'Enquête Publique. Ceux-ci semblent assez clairement être liés aux ouvrages de l'autoroute A52 mis en place dans les années 50 : fortes modifications hydromorphologiques du Merlançon (dont déplacement), mise en place d'ouvrages, qui seraient à l'origine de nombreux désordres hydrauliques dont des secteurs particulièrement vulnérables aux inondations récurrentes, essentiellement sur la commune de La Destrousse. Cette situation hydraulique a été considérée comme « l'état initial » dans le cadre de la procédure réglementaire liée aux travaux d'élargissement à 3 voies de ce même secteur autoroutier. Ainsi, ces travaux en cours ne prévoient aucune amélioration des dysfonctionnements constatés.

La DIG seule n'a pas vocation à régler les problèmes hydrauliques structurels liés à la présence de l'autoroute, elle y contribuera sur certains aspects aggravants tels que le transit sédimentaire et la préservation des écoulements. En outre, la mise en œuvre des travaux indiqués dans le dossier DIG fera suite aux sollicitations du SIBVH vers Vinci Autoroutes afin qu'il assure l'entretien des berges dont il est gestionnaire.

La réflexion sur ces problématiques hydrauliques structurelles tient à cœur le SIBVH. Celle-ci doit s'engager dans une vision globale et les mises en œuvre prochaines des actions du Schéma Directeur Cours d'Eau et du PAPI Programme d'Actions de Préventions des Inondations proposent des modifications et améliorations, qui pour autant ne seront pas nécessairement à la charge du SIBVH pour la mise en œuvre des travaux.

De nombreuses démarches ont été engagées avec Vinci Autoroutes avant même l'élaboration du dossier DIG et de nombreuses rencontres et courriers ont été effectués par le SIBVH notamment au sujet de l'extension de l'A52 sur une 3<sup>ème</sup> voie. Pour information, nous vous joignons le dernier courrier en date du 05/06/2018 en annexe du présent document.

L'enquête publique DIG a « eu l'intérêt » d'appuyer à nouveau sur l'importance de ce sujet, et le SIBVH et M. le Maire de La Destrousse, Michel Lan ont prévu de rencontrer à nouveau ensemble Vinci Autoroutes, pour les convaincre de s'engager volontairement dans une démarche d'amélioration hydraulique du secteur, avec l'appui technique des collectivités dès la rentrée de septembre 2018.



## URBANISATION – AUTRES DEMARCHES ENGAGEES EN LIEN AVEC L'ACTION DIG ENTRETIEN

Plus globalement les cours d'eau ont été oubliés dans l'urbanisation. L'Enquête Publique met l'accent sur des problématiques liées à l'urbanisme strict que la DIG ne règlera pas mais qu'elle fait remonter (problématiques liées à l'imperméabilisation des sols par exemple).

De plus et lié à l'urbanisation de ce territoire sur les dernières décennies, le fonctionnement hydraulique est peu commun et il y a un besoin important de travailler sur l'hydromorphologie de ce bassin versant.

La DIG entretien est une première étape d'intervention sur un territoire dans un contexte où plusieurs outils de gestion globale voient le jour :

### Contrat de Rivière

**Le Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune est porté par le SIBVH depuis 2012, année de lancement de sa construction. Il a été signé en octobre 2015, actant de la politique globale et partenariale à mener sur le bassin, et des grands enjeux et objectifs à suivre. Le volet milieux aquatiques (enjeu B) intègre les études et travaux d'entretien – DIG.**

Si l'outil Contrat de Rivière ne produit pas en direct des mesures opposables aux documents d'urbanisme, le SIBVH, les collectivités et autres partenaires ont souhaité que cet outil constitue une vraie opportunité pour mettre les acteurs autour de la table, ce qui constitue souvent la clé pour rendre un projet plus ambitieux sur les enjeux de l'eau.

Le Contrat de Rivière intègre l'ensemble des communes du bassin versant, soit 27 communes pour tout ou partie de leur territoire (selon la topographie). Outre le programme d'actions pouvant être retrouvé au lieu suivant <https://www.syndicat-huveaune.fr/espace-documentaire/contrat-de-riviere/> le SIBVH met en place les mesures suivantes (liste non exhaustive) :

- Un suivi des PLU en cours, des schémas pluviaux (dont celui de la métropole), et de la rédaction des mesures à insérer dans les règlements (pour diminution de l'imperméabilisation, le choix de techniques végétales, les bandes de réservation en berges etc.), la participation à la rédaction d'AOP dans le cadre des PLUi,
- L'animation d'une commission « eau et aménagement » déclinée du Comité de Rivière,
- La consultation systématique par la Préfecture sur les dossiers d'autorisation du territoire,
- La consultation des permis de construire en bord de cours d'eau de certaines communes (pas encore sur le Merlançon),
- La réalisation d'un schéma directeur cours d'eau visant à alimenter les PLU et leur contenu,
- Engagement d'un PAPI (Programme d'actions de prévention des inondations) qui va intégrer un volet ruissellement, remblai en zones inondables,
- La mise en place de DIG (DIG obligatoire pour intervenir dans le cadre de la mise en œuvre de la GEMAPI, et de la perception de la taxe),
- Une implication forte dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle compétence GEMAPI, avec portage fort de la nécessité de mise en place d'une cellule transversale eau et aménagement.
- Soutien à la mise en œuvre d'un « Volet qualité des eaux ». Dans le cadre du Contrat de Rivière, ce sont 9 millions d'euros prévus entre 2015 et 2018 pour des actions visant à l'amélioration de la qualité des eaux, notamment la diminution des rejets d'assainissement



par temps de pluie. Il convient de souligner que la présence terrain des équipes du SIBVH à l'appui de la mise en œuvre des travaux DIG permet d'identifier puis de signaler régulièrement des problématiques de rejets, mais également de sensibiliser les riverains. Le SIBVH est régulièrement saisi en direct par des citoyens qui souhaitent faire remonter des problématiques. Les compétences liées à la qualité des eaux en termes de contrôle des installations (entreprises ou particuliers), ou travaux de réduction des rejets n'incombe toutefois pas au SIBVH.

Mise en place d'une page internet de signalement en cas d'anomalie dans le cours d'eau : [www.syndicat-huveaune.fr/comment-signaler-une-anomalie-sur-un-cours-deau](http://www.syndicat-huveaune.fr/comment-signaler-une-anomalie-sur-un-cours-deau)

### **Schéma directeur de restauration et d'aménagement de l'Huveaune et ses affluents**

Le SIBVH avait jusqu'en 2012 comme unique compétence la réalisation de travaux visant à la lutte et la protection des communes contre les inondations sans vocation à en assurer leur restauration écologique.

Dans le cadre du Contrat de Rivière, le SIBVH a réalisé entre mai 2016 et décembre 2018 un schéma directeur d'aménagement et de restauration des cours d'eau visant à en restaurer une bonne fonctionnalité écologique et réduire le risque inondation, tout en s'intégrant dans l'aménagement des territoires et en appuyant ses enjeux.

L'objectif de cette action est donc d'aller plus loin que la seule gestion des inondations, avec la réalisation d'un plan de gestion globale des milieux aquatiques à l'échelle du bassin versant, afin de restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau. Tout l'enjeu étant de traiter les causes des dégradations et non uniquement les conséquences visibles.

A l'appui d'un diagnostic (transit sédimentaire, hdyromorphologie, continuité etc.) et de la définition des ambitions de restauration, a été élaboré un programme d'actions, en cours de validation à ce jour, pour intégration d'actions en phase 2 de Contrat de Rivière (2019-2021). Le schéma directeur a vocation à faire émerger des projets sur des linéaires plus ou moins importants, cohérents avec les enjeux de la compétence GEMAPI\* (Gestion des Eaux, Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations). Le principe de ces projets repose sur la synergie et la réponse aux trois objectifs suivants :

- **La participation à la réduction de la vulnérabilité aux inondations** (optimisation du fonctionnement hydraulique dans certains cas)
- **La restauration des berges et du lit des cours d'eau** (amélioration, préservation et valorisation de la faune et de la flore, de la continuité, de la trame verte et bleue)
- **La contribution à l'amélioration du cadre de vie des habitants** (valorisation pédagogique, création de voies douces en berge, en lien avec le projet fil vert).

\* La « GEMAPI » (gestion des Eaux et des Milieux Aquatiques, Prévention des Inondations) est issue de la loi NOTRe. Compétence exclusive, elle est obligatoire à compter du 1er janvier 2018 et dévolue aux intercommunalités.

Exemple d'une fiche action en cours de travail sur ce territoire (ni validée ni diffusée car en cours de construction) :

Action 2.24 Renaturation du Merlançon de l'Etoile, mise en place d'une gestion des apports par ruissellement à retrouver en annexe du présent document.



Globalement, l'opération consiste d'une part à mettre en place les équipements nécessaires à la gestion des ruissellements pluviaux dans les centres urbains et les zones d'activités situées sur le bassin versant du Merlançon et d'autre part à favoriser les débordements sur des zones restauration écologiques, où les enjeux sont moins présents.

#### Programme d'actions de prévention des inondations (PAPI)

Ce programme est également intégré au Contrat de Rivière.

Comme évoqué précédemment, les travaux objet du présent dossier d'enquête publique DIG ne constitue qu'une réponse partielle la gestion écologique, et aux risques d'inondation. Les études ayant conduit à leur conception les identifient toutefois comme importants à être réalisés pour répondre aux débordements du secteur concerné.

Un programme global d'études et de travaux est en cours de construction à l'échelle du bassin versant, et en réponse aux obligations liées à la mise en place de la compétence GEMAPI. En effet, le SIBVH s'est engagé dans une démarche de P.A.P.I. depuis en mai 2017 (programme d'actions de prévention des inondations) qui intègre entre autres un volet ruissellement et remblai en zones inondables. Sur le territoire de l'Huveaune, la démarche PAPI constitue une déclinaison de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) des fleuves côtiers de la Métropole Aix-Marseille Provence, approuvée début 2017 par le Préfet.

Les actions inscrites au programme d'un PAPI se déclinent selon les 7 axes suivants :

- Améliorer la **connaissance** des aléas et la **conscience du risque**
- Assurer la **surveillance** des inondations
- **Gérer l'alerte et la crise**
- Promouvoir la prise en compte du risque inondation dans l'**urbanisme**
- Réduire la **vulnérabilité des personnes et des biens**
- Ralentir les **écoulements**
- Gérer les **ouvrages de protection** hydraulique

La démarche PAPI se base notamment sur un principe de **solidarité amont-aval** entre les acteurs du bassin versant. (Par exemple : optimiser une zone d'expansion de crue juste à l'amont d'un secteur urbanisé vulnérable, gérer du ruissellement pluvial avant que celui-ci ne rejoigne le cours d'eau, etc.)

Pour conclure, le SIBVH espère avoir apporté au commissaire enquêteur toutes les précisions qu'il souhaitait.

En tant qu'établissement public de bassin versant, le SIBVH est chargé de contribuer à mettre en œuvre à l'échelle du BV de l'Huveaune les réponses en synergie :

- A la Directive Cadre sur l'Eau
- A la Directive Inondation.

L'outil de Contrat de Rivière :

- dont la partie programme d'actions intègre les études et travaux DIG, le schéma directeur, le PAPI etc.

- et dont la partie « organisation » implique des partenariats entre acteurs du bassin versant

Permet de travailler de façon opérationnelle, en répondant en outre aux enjeux locaux du territoire. Ce dispositif reste récent, en déploiement permanent, et confronté à diverses réalités (complexité technique, financement, moyens humains, enjeux d'urbanisation, réglementation, caractère volontaire de certaines démarches de fait parfois difficiles à faire démarrer etc.)

Le cœur de la politique de notre Syndicat consiste à assurer avec une grande rigueur ses actions au titre de l'intérêt général. Il est de notre responsabilité que d'acquérir une vision globale et de prioriser les actions devant être menées qui, nous l'assumons tout à fait, ne peut et ne doit pas nécessairement répondre « au moindre petit problème constaté sur le pas de la porte de chacun ». L'intérêt général avant tout.

La proximité avec les riverains est toutefois un axe important de notre politique, et nous nous attacherons à répondre aux sollicitations, dans la mesure où ils s'inscrivent dans les cadres évoqués ci-avant. Ces réponses ne passeront donc pas nécessairement par des travaux financés par le Syndicat.

Enfin, les gros dysfonctionnements hydrauliques constatés dans le cadre des démarches de constitution du dossier DIG et de l'enquête publique, s'ils ne peuvent trouver une réponse totale par des mesures d'entretien, pourront trouver une réponse opérationnelle, dans le cadre des autres démarches pilotées par le SIBVH. Etudes techniques, définitions de solutions, dossiers réglementaires, maîtrise d'ouvrage et plans de financements étant à définir. Nous avons été clairs sur le cas « Vinci Autoroutes », et restons engagés pour contribuer à trouver des solutions, tout en souhaitant l'appui des services de l'Etat et des communes.

Restant à votre écoute pour toute précision complémentaire sur ce dossier,

Le Président du Syndicat  
du Bassin Versant de l'Huveaune  
Christian OLLIVIER



[www.syndicat-huveaune.fr](http://www.syndicat-huveaune.fr)  
Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune  
932 Avenue de la Fleuride, ZI Les Paluds 13 400 Aubagne

 **SIH**  
Syndicat Intercommunal du  
Bassin Versant de l'Huveaune



Aubagne, le 05/06/2018

Monsieur Gérard KHODJA  
Directeur des opérations d'élargissement de l'A52  
Société Vinci Autoroutes - Escota

**Objet : Proposition du SIBVH pour une participation concrète de Vinci-Escota à un projet hydraulique émergeant dans le cadre de l'élargissement de l'autoroute A52 au niveau de chemin du Merlançon (La Destrousse)**

Monsieur,

Nous vous remercions pour la rencontre programmée, comme convenu, par vos services ce lundi 4 juin sur le sujet des zones de compensation prévues au niveau du chemin du Merlançon à La Destrousse. Nous rencontrons vos équipes pour la 5<sup>ème</sup> fois autour de l'opération d'élargissement de l'A52. Comme nous leur expliquons, au-delà des mesures de compensation inscrites dans le cadre de l'autorisation préfectorale au titre de la loi sur l'eau, se présente l'opportunité d'un partenariat concret entre nos structures, sur le plan technique et financier. Un engagement volontaire de votre société sur ce dossier viendrait améliorer le fonctionnement hydraulique du secteur.

Sur cette zone, le risque d'inondation du Merlançon en rive droite est d'aléa fort et plusieurs dizaines d'habitations sont concernées. Nous vous proposons d'envisager que les zones de compensation prévues dans le cadre de la construction de la 3<sup>ème</sup> voie aient pour effet de réduire la vulnérabilité du secteur en favorisant sur toute la zone un débordement en rive gauche (avec ralentissement des eaux du Merlançon). A cet effet, nous pourrions établir une convention entre nos structures autour de la réalisation, dans un premier temps, d'une étude visant à l'amélioration hydraulique de la zone dans son ensemble (déblaiement en rive gauche, suppression du verrou hydraulique sur le Merlançon, accompagnement des écoulements de crue en rive gauche, etc.). Celle-ci pourrait être lancée dès cet été (portage à définir). L'étude pourrait ensuite donner lieu à une co-maitrise d'ouvrage des travaux, notamment dans le cadre du PAPI du bassin de l'Huveaune (Programme d'Actions de Prévention des Inondations), permettant ainsi la mobilisation des fonds Barnier, au-delà des compensations réglementaires, pour la création d'une telle zone d'expansion de crue. De plus, l'autoroute étant partiellement inondable à cet endroit, l'étude pourrait proposer une solution palliant à ce problème.

Au-delà de cette proposition concrète de partenariat, nous souhaitons vous exprimer notre avis sur votre projet en l'état actuel. Nous aimerions prendre connaissance de l'étude réalisée sur les zones de compensation telles qu'imaginées. En effet, hydrauliquement leur fonctionnement ne nous paraît a priori pas efficace. De plus, le retrait du pont influe fortement sur l'hydraulique et les écoulements de débordement du Merlançon dans le secteur. Le pont faisait jusqu'à présent office de digue. Bien que le verrou hydraulique de franchissement au-dessus du Merlançon, étant par ailleurs à l'origine des inondations des riverains en rive droite, soit toujours en place, la sur-inondation créée à l'aval et l'augmentation des vitesses qui



l'accompagne restent à étudier. De plus votre projet comporte la reprise des berges du Merlançon par des enrochements à cet endroit : un aménagement qui ne facilitera pas le remplissage de la zone de compensation contrairement à un aménagement végétal, que nous préconisons, plus pérenne et plus écologique.

Vous l'aurez compris, nous souhaitons vivement que ce 5<sup>ème</sup> rendez-vous aille au-delà d'un échange d'informations et qu'il amène des suites opérationnelles. Il s'agit de porter un projet commun, global permettant à la fois une réduction de la vulnérabilité de personnes et de biens au risque inondation et une restauration du cours d'eau du Merlançon. La signature du Contrat de Rivière par Vinci-Escota vient exprimer la prise en compte des milieux aquatiques par l'un des grands aménageurs du territoire. La Direction des opérations de l'élargissement de l'A52 et la Direction de l'exploitation (en copie) sauront, nous l'espérons, répondre conjointement favorablement à notre proposition.

Vous priant d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations, et restant dans l'attente de votre positionnement,

**Estelle Fleury,**

**Directrice du Syndicat Intercommunal du  
Bassin Versant de l'Huveaune**

Copie : direction de l'exploitation A52-Vinci Escota

